

104 FD2A
BIBI

preneurs de la hauteur

En cette journée internationale de la fonction publique, quels services publics nous voulons ?

Le rapport d'activité qui couvre le mandat 2022-2026, a été marqué par des crises en cascade. Nous avons revendiqué, négocié, alerté. ^{mais} Soyons lucides : qu'avons-nous obtenu sur les services publics ?

Nous avons freiné la casse. Nous n'avons pas inversé la tendance.

Pendant ce temps, tout s'est accéléré : creusement des inégalités, catastrophes climatiques, tensions démocratiques, montée de l'idéologie d'extrême droite, pression budgétaire permanente sur les collectivités.

Dans ce contexte, pour défendre le service public, il faut défendre son statut et le système sur lequel il est bâti. Les attaques systématiques contre la couverture maladie des agents et agentes est une honte que nous devons collectivement dénoncer et combattre.

Quels que soient les secteurs, les services publics reposent sur trois principes : continuité, égalité d'accès et adaptabilité, ^{ils sont} ciment de notre pacte républicain qui permettent à la société de tenir ensemble.

Or cette cohésion se fissure.

Dans les territoires ruraux et périphériques, les services publics disparaissent progressivement : écoles, postes, administrations, ~~maternités~~, transports, services de santé.

Quand un service public part, les territoires se dévitalisent et le quotidien devient plus difficile, plus coûteux, plus isolé, tout comme l'accès aux droits. Même lorsque des dispositifs existent, des guichets uniques comme les Maisons France services, ils ne remplacent pas la proximité perdue. ➡

Dans cet accès aux droits, nous adressons un salut fraternel à nos syndicats partenaires ultra-marins. Celles et ceux qui y militent savent ce que veut dire ^{lui} se battre ^{et} pour l'accès aux services publics et incarner l'égalité des droits sur tout le territoire.

De même, quand le service public de la justice s'effondre sous le manque de moyens, c'est la protection des victimes et des plus vulnérables qui s'efface. Comment accepter le drame de ces vies brisées et de ces alertes ignorées que notre Justice, exsangue, n'a plus le temps, ni les outils d'empêcher ?

Les conseils départementaux quant à eux, explosent sous le poids des dépenses sociales transférées sans compensation suffisante : aide sociale à l'enfance, personnes âgées, handicap, sont des naufrages humains que l'on regarde impuissants. À ce niveau, ce n'est plus de la décentralisation : c'est de l'abandon.

SAM

Cette situation crée une fatigue militante et une fatigue démocratique profonde.

Quand les citoyennes et les citoyens ne trouvent plus de réponse à leurs besoins essentiels, la défiance progresse. C'est aussi le cas pour les policières et policiers nationaux et municipaux confrontés chaque jour aux maux de notre société.

Et devant cet abandon, renforcer les services publics, c'est aussi lutter concrètement contre l'idéologie d'extrême droite.

Défendre les services publics, c'est défendre celles et ceux qui les font vivre : les agentes et les agents publics.

Profondément attachés à leurs missions, ils et elles sont fiers de servir l'intérêt général, mais ils souffrent d'un manque de moyens, d'une perte de sens, d'une absence de reconnaissance et surtout du manque de pouvoir d'achat.

Cette souffrance frappe de plein fouet les travailleurs de la santé publique. Les ARS et Santé Publique France, indispensables face à la Covid hier, et aujourd'hui face à la canicule, sont pourtant menacées par des logiques d'affichage politicien au détriment de l'efficacité sanitaire.

Les services publics sont les outils par lesquels nous protégeons nos biens communs : l'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, à la sécurité publique, à un environnement préservé, à la culture, à la sécurité sociale, à un logement digne, à des services funéraires pour toutes et tous, à des services publics accessibles partout pour tous.

Et parmi ces biens communs, il en est un qui concentre aujourd'hui toutes les tensions : l'eau. L'eau n'est pas une marchandise, c'est la vie.

Pourtant, nous voyons se développer une logique de moins-disant, des arbitrages guidés uniquement par le coût immédiat. Avec le dérèglement climatique, la gestion de l'eau doit être pensée avec des investissements solides, une exigence de qualité et un contrôle démocratique fort.

Sur les services publics, notre responsabilité syndicale est immense. Nous devons les défendre non pas par nostalgie, mais parce qu'ils sont indispensables à la transition écologique, à l'égalité territoriale, à la solidarité et à la démocratie.

A Interco, nous voulons les réinventer avec les citoyennes, les citoyens, les agentes et les agents :

- en renforçant le dialogue social,
- en donnant davantage de pouvoir aux instances représentatives,
- en partant des besoins réels des personnes et pas seulement des contraintes budgétaires.

Au fond, la question qui nous est posée aujourd'hui est simple : Voulons-nous d'une société où chacune et chacun se débrouille seule selon ses moyens ? Ou voulons-nous une société fondée sur des droits garantis collectivement ?

Alors en décembre prochain, votez et faites voter pour que la CFDT soit forte aux côtés des agentes et des agents publics ! **Car, comme le souligne le slogan d'Interco pour ces élections, des agents publics respectés, ce sont des services publics de qualité.**

Merci.